

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 34.015/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 7 août 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant le Code des droits de succession en ce qui concerne les tarifs et les exemptions et réductions", a donné le 2 octobre 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.015/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 augustus 2002 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van het Wetboek der successierechten wat de tarieven en de vrijstellingen en verminderingen betreft", heeft op 2 oktober 2002 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. Depuis le 1^{er} janvier 2002, l'adoption d'un tel projet est normalement soumise à la procédure de concertation prévue à l'article 5, § 3, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, tel que remplacé par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions. Cette procédure doit être fixée par un accord de coopération. Celui-ci n'est pas intervenu jusqu'à présent. Dans le contexte ainsi rappelé, il y a lieu de se contenter de la concertation informelle dont le délégué du ministre a fait état.

2. Comme le Conseil d'Etat l'a rappelé à diverses reprises, la progressivité des taux des droits de succession selon les diverses tranches déterminées par le Code, n'a pas été adaptée à l'érosion monétaire. Il en résulte que ces droits sont devenus, dans certains cas, exorbitants, mais de façon non délibérée, c'est-à-dire sans qu'une décision expresse de les augmenter ait été prise par le législateur.

Cette constatation devrait inciter les législateurs régionaux, et les auteurs du projet présentement examiné, à vérifier avec soin le maintien ou le rétablissement de la cohérence du régime fiscal des successions et le respect de l'interdiction de mesures discriminatoires.

En terme de cohérence fiscale, il convient aussi de se demander s'il suffit d'apporter au Code des correctifs partiels et de créer des régimes dérogatoires complexes

(comme cela a déjà été le cas pour le transfert des entreprises) ou s'il n'y aurait pas lieu de revoir de façon générale, les tranches et les taux des droits de donation et de succession ⁽¹⁾.

Observations particulières

Intitulé

Il serait préférable d'intituler l'avant-projet :

"Ordonnance modifiant le Code des droits de succession ".

Depuis l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 13 juillet 2001 qui a modifié la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions, la compétences des régions en matière de droits de succession n'est en effet plus limitée à la modification du taux d'imposition et des exonérations mais s'étend à la modification de la base d'imposition, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de préciser que l'avant-projet concerne uniquement les tarifs et les exemptions et réductions.

Article 2

(article 48 en projet.)

⁽¹⁾ En ce sens, voyez entre autres les avis 26.467/2, donné le 3 avril 1998, sur une proposition d'ordonnance "réduisant le taux des droits de succession applicables à la transmission par décès des entreprises à caractère familial", 27.082/2, donné le 18 novembre 1997, sur un avant-projet de décret programme "portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, d'aide sociale, de logement, de recherche, d'infrastructures sportives, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports", et 27.426/2, donné le 3 avril 1998, sur un avant-projet d'ordonnance "instaurant un tarif réduit pour les droits de succession en cas de transmission de petites ou moyennes entreprises".

1. A l'instar du décret de la Communauté flamande du 15 avril 1997 modifiant les articles 48 et 56 du Code des droits de succession ⁽²⁾, l'avant-projet d'ordonnance prévoit que, pour l'application du tarif des droits de succession III et IV (III : entre oncles ou tantes et neveux ou nièces ; IV : entre toutes autres personnes), le tarif progressif est appliqué sur la somme des parts recueillies par les personnes soumises à ces tarifs dans la valeur imposable des biens.

Saisie d'un recours en annulation contre la règle similaire introduite par le décret de la Communauté flamande du 15 avril 1997, précité, la Cour d'arbitrage, par un arrêt du 9 décembre 1998, a considéré que cette règle se limite au taux d'imposition et qu'elle ne porte pas atteinte au principe constitutionnel d'égalité ⁽³⁾. Sans doute, l'application du tarif déterminé par la somme des parts nettes recueillies a pour effet que, pour une même part nette, les droits de succession exigibles sont plus ou moins élevés selon que les ayants droit d'une même catégorie appelés à succéder ensemble sont plus ou moins nombreux ⁽⁴⁾. Toutefois, d'après cet arrêt, cette règle ne fait que renforcer la progressivité du tarif des droits de succession et la distinction selon le lien de parenté entre le défunt et les héritiers n'est pas déraisonnable ⁽⁵⁾.

La détermination du tarif des droits de succession d'après l'émolument global net de toute une catégorie d'héritiers rompt toutefois complètement avec le système belge des droits de succession : cet impôt n'atteint pas en bloc l'ensemble de l'actif net successoral (comme c'est le cas, par exemple, au Royaume-Uni), mais frappe, à un tarif progressif par tranche, l'émolument net de chaque héritier ou légataire considéré individuellement.

⁽²⁾ Moniteur belge du 25 avril 1997 (1^{ère} Ed.).

⁽³⁾ Arrêt de la Cour d'arbitrage n° 128/98, considérant B. 7.6 .

⁽⁴⁾ Arrêt 128/98, de la Cour d'arbitrage, précité, considérant B. 14.5.1.

⁽⁵⁾ Arrêt 128/98, de la Cour d'arbitrage, précité, considérant B.14.5.2. Voir également l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 82/99 du 15 juillet 1999, considérant B. 5.5.

L'avant-projet d'ordonnance institue, pour certaines catégories d'héritiers ou légataires, un système hybride : chaque héritier ou légataire de cette catégorie ne devra les droits de succession que sur ce qu'il recueille, mais le tarif qui lui sera applicable dépendra de l'émolument global net de l'ensemble des héritiers ou légataires de sa catégorie.

L'avant-projet ne précise pas comment cette règle est destinée à s'appliquer. Une fois qu'on aura déterminé le tarif applicable à l'ensemble des héritiers d'une catégorie (par exemple : les neveux et nièces du défunt), comment déterminera-t-on l'impôt dû par chacun des héritiers si l'émolument de chacun de ceux-ci n'est pas égal ? Ce sera le cas notamment si l'un d'entre eux bénéficie d'un legs particulier ou a reçu, dans les trois années précédant le décès, une donation non enregistrée assimilée à un legs en vertu de l'article 7 du Code des droits de succession.

Par ailleurs, on ne voit pas, dans ce système, comment on appliquerait l'article 66bis du Code des droits de succession si l'un des héritiers a bénéficié d'une donation entre vifs enregistrée dans les trois années précédant le décès. En ce cas, la base sur laquelle le droit d'enregistrement a été perçu du chef de cette donation s'ajoute à l'émolument successoral de l'héritier ou légataire pour déterminer le droit progressif de succession applicable à cet émolument.

Si les auteurs de l'ordonnance veulent accroître la charge des droits de succession à supporter par les héritiers et légataires compris dans les catégories III et IV, il serait plus clair d'augmenter les taux (encore que ceux-ci soient déjà fort élevés).

2. Les alinéas 2 et 3 de l'article 48 doivent être déplacés.

L'alinéa 2 doit figurer à la fin de l'article et serait mieux rédigé comme suit :

" Pour l'application du tarif qui précède et des autres dispositions du présent chapitre, on entend par cohabitant la personne qui se trouve en situation de cohabitation légale au sens du titre Vbis du livre III du Code civil. ".

.../...

Il n'y a pas en effet lieu de définir successivement les cohabitants. Comme en a convenu par ailleurs le délégué du ministre, l'expression "à moins qu'il n'en soit disposé autrement" doit être supprimée.

Quant à l'alinéa 3 de l'article 48 en projet, relatif à l'imputation du passif admissible, il ne concerne que les cas d'application de articles 60bis et 60ter et devrait faire l'objet d'un article 60quater commun à ces deux hypothèses (voir infra).

3. Dans la dernière phrase de l'article 48 en projet qui précède les quatre tableaux, les termes "abstraction faite des avantages fiscaux établis aux articles 60bis et 60ter " sont inutiles : ces articles impliquent eux-mêmes des dérogations aux tarifs.

Article 4

(article 50 en projet)

L'article 50 du Code des droits de succession en projet énonce deux règles distinctes et devrait dès lors être divisé en un paragraphe 1^{er} et un paragraphe 2.

En français, il n'est pas d'usage d'utiliser le terme "acquisition" pour désigner ce qu'une personne recueille dans une succession.

L'article 50 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 50. § 1^{er}. Pour l'application du tarif en ligne directe, est assimilé à un descendant du défunt, l'enfant de son conjoint ou d'un cohabitant ne présentant pas avec le défunt un lien de parenté jusqu'au troisième degré, à condition que l'enfant ait, avant l'âge de 21 ans, pendant six années ininterrompues, reçu du défunt, ou du défunt et de son conjoint ou cohabitant ensemble, les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents.

Pour l'application du même tarif, est assimilé au père ou à la mère du défunt le conjoint ou le cohabitant de celui-ci ou de celle-ci.

§ 2. Le taux du droit entre époux et entre cohabitants n'est pas applicable, selon le cas, lorsque les conjoints sont divorcés ou séparés de corps ou lorsque la cohabitation légale a pris fin, à moins que les conjoints ou les cohabitants n'aient des enfants ou des descendants communs."

A la différence du texte en projet, le texte du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, proposé ci-dessus, vise à la fois le conjoint et le cohabitant du père ou de la mère du défunt : il n'y aurait aucune justification à traiter le cohabitant du père ou de la mère de manière plus favorable que le conjoint du père ou de la mère.

On peut se demander cependant si cet alinéa doit être maintenu : il revient à assimiler sans condition l'enfant du conjoint ou du cohabitant d'une personne X à un enfant de X en cas de décès de l'enfant, alors que cette assimilation est soumise à des conditions très strictes lorsque c'est X qui décède.

Article 5 (article 52² en projet)

Le texte en projet étend l'application de l'article 52² du Code des droits de succession à l'hypothèse où les soins reçus par l'enfant adoptif ont été fournis par l'adoptant et son cohabitant. Il n'est pas nécessaire de viser l'hypothèse où l'adoptant a eu des cohabitants successifs, pas plus que n'est visée l'hypothèse où l'adoptant a eu des conjoints successifs.

Le texte pourrait dès lors être plus simplement rédigé comme suit :

"3° lorsque l'enfant adopté a, avant l'âge de 21 ans, pendant six années ininterrompues, reçu de l'adoptant ou de l'adoptant et de son conjoint ensemble ou encore de

.../...

l'adoptant et de son cohabitant ensemble, les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents;"

Il va sans dire que l'on vise ici la personne avec qui le défunt a légalement cohabité pendant la période de six années ininterrompues visée au texte.

Article 7

(article 55 en projet)

L'article 55 en projet abolit l'exemption des droits de succession et de mutation par décès en faveur des legs faits à l'Etat fédéral et aux établissements publics fédéraux.

Il est surprenant que les legs faits en faveur des établissements publics fédéraux ne bénéficient plus d'aucune exemption lorsque le défunt a son dernier domicile dans la Région bruxelloise.

Ainsi, si une personne physique domiciliée dans la Région bruxelloise lègue une collection à l'un des musées royaux d'art et d'histoire, ce legs sera soumis aux droits de succession au tarif le plus élevé, qui atteint 80 % sur la tranche au-delà de 175.000 euros, alors que les legs consentis à n'importe quelle asbl bénéficient d'un taux de faveur (augmenté, il est vrai, par l'article 9 de l'avant-projet).

Certes, une disposition analogue a été introduite dans le Code des droits de succession par un décret flamand. Toutefois, l'intérêt de la Région de Bruxelles-capitale en cette matière est tout à fait différent, eu égard au fait que d'importants musées fédéraux sont situés dans la Région bruxelloise (Musée d'art ancien, Musée d'art moderne, Musée du Cinquenaire).

Les auteurs de l'avant-projet apprécieront s'il n'y a pas lieu de reconsidérer la disposition en projet compte tenu de cette observation.

L'avant-projet d'ordonnance "modifiant le code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe" (avis 34.014/2), au sujet duquel le Conseil d'Etat a également donné un avis ce jour, appelle une observation similaire.

Article 9

(article 59, 2°, en projet)

Le taux des droits de succession applicable aux legs consentis à des asbl doit évidemment être identique au taux des droits d'enregistrement applicable aux donations consenties à des asbl. Il est renvoyé dès lors à la remarque formulée au sujet de la disposition de l'avant-projet d'ordonnance "modifiant le code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe", (article 10), dans l'avis 34.014/2, précité.

Article 10 et 11

(article 60bis et 60ter en projet)

1. Dans les articles 60bis et 60ter en projet, il y a lieu de supprimer la définition de la valeur nette qui y figure pour reporter cette définition dans un nouvel article 60quater qui énoncera la règle figurant actuellement dans l'article 48, alinéa 3, en projet.

Ce nouvel article 60quater pourrait être rédigé comme suit :

"Art. 60quater. Par valeur nette au sens des articles 60bis et 60ter, il faut entendre la valeur des éléments d'actifs considérés diminuée du passif admissible relatif à ces éléments d'actifs.

.../...

Pour l'application de cette règle, le passif admissible est déduit de la valeur des éléments d'actifs de la succession dans l'ordre suivant :

- d'abord de la valeur des éléments d'actifs visés à l'article 60bis ;
- ensuite de la valeur des éléments d'actifs visés à l'article 60ter ;
- enfin de la valeur des autres biens de la succession.

Toutefois, si l'héritier ou légataire prouve que certaines dettes ont été spécialement contractées pour acquérir, améliorer ou conserver des biens présents dans la succession, ces dettes sont déduites de la valeur de ces biens."

2. L'article 60ter serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 60ter. Lorsque la succession du défunt comporte la pleine propriété de l'immeuble où le défunt a eu sa résidence principale depuis cinq ans au moins à la date de son décès et que cet immeuble est recueilli par un héritier en ligne directe, par le conjoint ou le cohabitant du défunt, le droit de succession applicable à la valeur nette de cet immeuble est fixé comme suit, par dérogation au tableau I de l'article 48 :

- sur la première tranche de 50.000 euros : 2 % ;
- sur la tranche de 50.000 à 100.000 euros : 5,3 % ;
- sur la tranche de 100.000 à 175.000 euros : 6% ;
- sur la tranche de 175.000 à 250.000 euros : 12%.

Pour l'application de cette disposition, la preuve du fait que le défunt avait sa résidence principale dans l'immeuble considéré résultera, sauf preuve du contraire, d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers.

Le bénéfice du tarif réduit n'est pas perdu lorsque le défunt n'a pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble considéré pour cause de force majeure. Par force majeure, on entend... (la suite comme au projet). "

Article 12

(article 66ter en projet)

A la fin de l'article, il y a lieu de remplacer la finale : "sur les acquisitions de ces autres biens" par les termes : "à la transmission de ces autres biens".

Observation finale de légistique

Dans la version française de l'article 7 de l'avant-projet d'ordonnance, les termes "openbare instellingen" sont traduits par "établissements publics". Dans l'avant-projet d'ordonnance "modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe" (34.014/2), ces mêmes termes sont traduits par "organismes publics" (article 11 de l'avant-projet). Il convient d'uniformiser la terminologie dans la version française des deux avant-projets.

Algemene opmerkingen

1. Sedert 1 januari 2002 moet, voordat zulk een ontwerp wordt goedgekeurd, normaal eerst de overlegprocedure gevolgd worden genoemd in artikel 5, § 3, derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals vervangen bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten. Die procedure moet worden vastgelegd in een samenwerkingsakkoord. Dat is er tot op heden nog niet. Er moet dan ook, vanwege de aldus gememoreerde omstandigheden genoeg genomen worden met het informele overleg waarvan de gemachtigde van de minister gewag heeft gemaakt.

2. De Raad van State heeft er reeds herhaaldelijk op gewezen dat het progressieve karakter van de percentages van de successierechten volgens de verschillende in het Wetboek vastgestelde schijven, niet is aangepast aan de geldontwaarding. Dit heeft tot gevolg dat die rechten, in bepaalde gevallen overmatig geworden zijn, doch niet-opzettelijk, dit wil zeggen zonder dat de wetgever uitdrukkelijk heeft besloten ze te verhogen.

Deze bevinding zou de gewestwetgevers en de indieners van het voorliggende ontwerp ertoe moeten aanzetten zorgvuldig na te gaan of de samenhang van het stelsel van belasting op nalatenschappen en de inachtneming van het verbod op discriminerende maatregelen, gehandhaafd of hersteld wordt.

Uit een oogpunt van fiscale samenhang rijst ook de vraag of het volstaat in het Wetboek gedeeltelijke rectificaties aan te brengen en ingewikkelde afwijkende regelingen te creëren (zoals reeds het geval is geweest met de overbrenging van

bedrijven), dan wel of het niet verkieslijk is de schijven en tarieven van de schenkings- en successierechten in het algemeen aan te passen ⁽¹⁾.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het zou verkieslijk zijn het voorontwerp het volgende opschrift te geven :

"Ordonnantie tot wijziging van het Wetboek der successierechten".

Sedert de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 13 juli 2001 die de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten heeft gewijzigd, is de bevoegdheid van de gewesten voor successierechten immers niet meer beperkt tot het wijzigen van de aanslagvoet en van de vrijstellingen, maar kunnen zij eveneens de heffingsgrondslag wijzigen, zodat niet meer hoeft te worden gepreciseerd dat het voorontwerp uitsluitend betrekking heeft op de tarieven, de vrijstellingen en verminderingen.

Artikel 2

(ontworpen artikel 48)

⁽¹⁾ Zie in die zin onder andere de adviezen 26.467/2, gegeven op 3 april 1998, over een voorstel van ordonnantie "tot verlaging van het tarief der successierechten die van toepassing zijn op de overgang van de familiebedrijven bij overlijden", 27.082/2, gegeven op 18 november 1997, over een voorontwerp van programmadecreet "portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, d'aide sociale, de logement, de recherche, d'infrastructures sportives, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports", en 27.426/2, gegeven op 3 april 1998 over een voorontwerp van ordonnantie "houdende invoering van een verlaagd tarief van successierechten in geval van overdracht van kleine of middelgrote ondernemingen".

1. Naar het voorbeeld van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 15 april 1997 houdende wijziging van de artikelen 48 en 56 van het Wetboek der successierechten ⁽²⁾, bepaalt het voorontwerp van ordonnantie dat voor de toepassing van het tarief van de successierechten III en IV (III : tussen ooms of tantes en neven of nichten; IV : tussen alle andere personen), het progressieve tarief wordt toegepast op de som van de erfdelen verkregen door de personen voor wie die tarieven gelden wat de belastbare waarde van de goederen betreft.

Het Arbitragehof, waarbij een beroep was ingesteld tot nietigverklaring van de soortgelijke regel die was ingevoerd bij het voormelde decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 15 april 1997, heeft in een arrest van 9 december 1998 geoordeeld dat deze regel beperkt is tot de aanslagvoet en geen afbreuk doet aan het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel ⁽³⁾. Weliswaar heeft de toepassing van het tarief bepaald door de som van de verkregen nettoaandelen, tot gevolg dat voor eenzelfde nettoaandeel de verschuldigde successierechten hoger of lager liggen naargelang het aantal rechtverkrijgenden van eenzelfde categorie die samen tot de nalatenschap worden geroepen, hoger of lager is ⁽⁴⁾. Luidens dit arrest doet deze regel niets anders dan het progressieve karakter van het tarief van de successierechten versterken en is het onderscheid volgens de graad van verwantschap tussen de erflater en de erfgerechtigden niet onredelijk ⁽⁵⁾.

Het bepalen van het tarief van de successierechten volgens het totale netto-erfdeel van een hele categorie van erfgenamen breekt evenwel volledig met het Belgische systeem van successierechten : deze belasting treft niet en bloc het gehele netto-actief van de nalatenschap, (zoals bijvoorbeeld het geval is in het Verenigd Koninkrijk), maar treft,

⁽²⁾ Belgisch Staatsblad van 25 april 1997 (eerste ed.).

⁽³⁾ Arrest van het Arbitragehof nr. 128/98, overweging B.7.6.

⁽⁴⁾ Voormeld arrest 128/98 van het Arbitragehof, overweging B. 14.5.1.

⁽⁵⁾ Voormeld arrest 128/98 van het Arbitragehof, overweging B. 14.5.2. Zie eveneens arrest van het Arbitragehof nr. 82/99 van 15 juli 1999, overweging B. 5.5.

tegen een progressief tarief per schijf, het netto-erfdeel van elke afzonderlijk beschouwde erfgenaam of legataris.

Het voorontwerp van ordonnantie voert voor sommige categorieën van erfgenamen of legatarissen een hybridische regeling in : elke erfgenaam of legataris van deze categorie is alleen successierechten verschuldigd op hetgeen hij verkrijgt, maar het tarief dat op hem wordt toegepast is afhankelijk van het totale netto-erfdeel van de gezamenlijke erfgenamen of legatarissen van zijn categorie.

Het voorontwerp preciseert niet hoe deze regel zal moeten worden toegepast. Hoe zal men, wanneer het tarief eenmaal zal zijn vastgesteld dat van toepassing is op alle erfgenamen van een categorie (bij voorbeeld : de neven en nichten van de erflater), de belasting vaststellen die verschuldigd is door elk van de erfgenamen als het erfdeel van ieder van hen niet gelijk is ? Zulks zal onder meer het geval zijn als een van hen een bijzonder legaat krijgt of binnen drie jaar vóór het overlijden een niet-geregistreerde schenking heeft ontvangen die krachtens artikel 7 van het Wetboek der successierechten gelijkgesteld wordt met een legaat.

Bovendien is het in die regeling niet duidelijk hoe artikel 66bis van het Wetboek der successierechten zou worden toegepast als een van de erfgenamen een geregistreerde schenking onder levenden heeft gekregen binnen drie jaar vóór het overlijden. In dat geval komt de basis waarop het registratierecht is geïnd uit hoofde van die schenking, bovenop het erfdeel van de erfgenaam of legataris om het progressieve successierecht te bepalen dat van toepassing is op dat erfdeel.

Willen de stellers van de ordonnantie het verzwaren van de last van de successierechten die de erfgenamen en legatarissen uit de categorieën III en IV moeten dragen, dan zou het duidelijker zijn de percentages te verhogen (hoewel deze reeds erg hoog liggen).

2. Het tweede en derde lid vans artikel 48 moeten worden verplaatst.

.../...

Het tweede lid moet aan het slot van het artikel komen te staan en zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Voor de toepassing van het voorgaande tarief en van de overige bepalingen van dit hoofdstuk, wordt onder samenwonende verstaan, de persoon die zich in de toestand van wettelijke samenwoning bevindt in de zin van titel Vbis van boek III van het Burgerlijk Wetboek.".

Samenwonenden dienen immers niet successievelijk te worden gedefinieerd. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de uitdrukking "tenzij anders bepaald" moet worden geschrapt.

Het derde lid van het ontworpen artikel 48, betreffende het aftrekken van "het aannemelijk passief," heeft alleen betrekking op de gevallen waarin de artikelen 60bis en 60ter worden toegepast en zou moeten worden opgenomen in een artikel 60quater, dat die twee gevallen in zich sluit (zie infra).

3. In de laatste zin van het ontworpen artikel 48, die voorafgaat aan de vier tabellen, zijn de woorden "de belastingvoordelen bepaald bij de artikelen 60bis en 60 ter buiten beschouwing gelaten" nutteloos : die artikelen impliceren zelf afwijkingen van de tarieven.

Artikel 4

(ontworpen artikel 50)

In het ontworpen artikel 50 van het Wetboek der successierechten zijn twee afzonderlijke regels vervat en het zou bijgevolg moeten worden ingedeeld in een paragraaf 1 en een paragraaf 2.

In het Frans is het niet gebruikelijk het woord "acquisition" te bezigen om aan te duiden wat een persoon bij een nalatenschap verkrijgt.

Het ontworpen artikel 50 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 50, § 1. Voor de toepassing van het tarief in rechte lijn, wordt met een nakomeling van de erflater gelijkgesteld het kind van zijn echtgenoot of van een samenwonende die met de erflater geen band van verwantschap tot de derde graad heeft, op voorwaarde dat het kind, vóór de leeftijd van 21 jaar, gedurende zes jaar zonder onderbreking, van de erflater of van de erflater en zijn echtgenoot of samenwonende tezamen, de hulp en verzorging heeft gekregen die kinderen normalerwijze van hun ouders krijgen.

Voor de toepassing van hetzelfde tarief wordt met de vader of moeder van de erflater gelijkgesteld zijn of haar echtgenoot of samenwonende.

§ 2. Het tarief van het recht tussen echtgenoten en tussen samenwonenden is niet van toepassing, naar gelang van het geval, wanneer de echtgenoten uit de echt of van tafel en bed gescheiden zijn of wanneer de wettelijke samenwoning een eind heeft

.../...

genomen, tenzij de echtgenoten of samenwonenden geen gemeenschappelijke kinderen of nakomelingen hebben."

In tegenstelling tot de ontworpen tekst, verwijst de hierboven voorgestelde tekst van paragraaf 1, tweede lid, zowel naar de echtgenoot als naar de samenwonende van de vader of moeder van de erflater : de samenwonende van de vader of moeder gunstiger behandelen dan de echtgenoot van de vader of moeder zou in geen enkele opzicht gerechtvaardigd zijn.

De vraag rijst evenwel of dit lid moet worden gehandhaafd : het betekent zoveel dat het kind van de echtgenoot of van de samenwonende van een persoon X, onvoorwaardelijk gelijkgesteld wordt met een kind van X in geval van overlijden van het kind, terwijl deze gelijkstelling aan zeer strikte voorwaarden is gebonden wanneer het X is die overlijdt.

Artikel 5

(ontworpen artikel 52²)

De ontworpen tekst verruimt de toepassing van artikel 52² van het Wetboek der successierechten tot het geval waarin de door het geadopteerde kind ontvangen verzorging gegeven is door de adoptant en de persoon met wie hij samenwoont. Het is niet nodig te verwijzen naar het geval waarin de adoptant met opeenvolgende personen heeft samengewoond, aangezien evenmin het geval wordt vermeld waarin de adoptant opeenvolgende echtgenoten heeft gehad.

De tekst zou bijgevolg eenvoudiger kunnen worden gesteld als volgt :

"3° Wanneer het geadopteerde kind, vóór de leeftijd van eenentwintig jaar, gedurende zes jaar zonder onderbreking van de adoptant of van de adoptant en dienst echtgenoot samen, dan wel van de adoptant en de persoon met wie hij samenwoont

.../...

tezamen, de hulp en verzorging heeft gekregen die kinderen normalerwijze van hun ouders krijgen;".

Het ligt voor de hand dat hier wordt bedoeld op de persoon met wie de erflater wettelijk heeft samengewoond gedurende de in de tekst genoemde ononderbroken periode van zes jaar.

Artikel 7
(ontworpen artikel 55)

Het ontworpen artikel 55 schaft de vrijstelling van rechten van successie en van overgang bij overlijden af voor legaten aan de federale Staat en aan federale openbare instellingen.

Het is verrassend dat legaten ten bate van federale overheidsinstellingen niet meer in aanmerking komen voor enige vrijstelling, wanneer de erflater zijn laatste woonplaats heeft in het Brussels Gewest.

Als dus een natuurlijke persoon die zijn woonplaats heeft in het Brussels Gewest een verzameling vermaakt aan een van de koninklijke musea voor kunst en geschiedenis, zal dit legaat aan successierechten onderhevig zijn tegen het hoogste tarief, dat oploopt tot 80 % op de schijf boven 175.000 euro, terwijl voor legaten aan onverschillig welke vzw een voordeeltarief geldt (weliswaar verhoogd bij artikel 9 van het voorontwerp).

Een soortgelijke bepaling is bij een Vlaams decreet weliswaar opgenomen in het Wetboek der successierechten. Het belang van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in dezen evenwel totaal verschillend, gelet op het feit dat belangrijke federale musea gelegen zijn in het Brussels Gewest (Museum voor Oude Kunst, Museum voor Moderne Kunst, Museum (voor Kunst en Geschiedenis) van het Jubelpark).

De stellers van het voorontwerp behoren te beoordelen of de ontworpen bepaling moet worden heroverwogen, gelet op die opmerking.

Over het voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten" (advies 34.014/2), waarover de Raad van State heden eveneens advies heeft gegeven, behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt.

Artikel 9

(ontworpen artikel 59, 2°)

Het percentage van de successierechten dat van toepassing is op legaten aan vzw's moet uiteraard hetzelfde zijn als het percentage van de registratierechten op schenkingen aan vzw's. Er wordt bijgevolg verwezen naar de opmerking die is gemaakt over de bepaling van het voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van het Wetboek der registratie, hypotheek- en griffierechten", (artikel 10), in het voormelde advies 34.014/2.

Artikelen 10 en 11

(ontworpen artikelen 60bis en 60ter)

1. In de ontworpen artikelen 60bis en 60ter dient de definitie van nettowaarde te worden geschrapt en verplaatst naar een nieuw artikel 60quater, waarin de regel moet worden gegeven die thans voorkomt in het ontworpen artikel 48, derde lid.

Dit nieuwe artikel 60quater zou kunnen worden gesteld als volgt :

"Art. 60quater. Onder nettowaarde in de zin van de artikelen 60bis en 60ter dient te worden verstaan de waarde van de in aanmerking genomen bestanddelen van activa, verminderd met het aannemelijk passief betreffende tot die bestanddelen van activa.

Voor de toepassing van deze regel wordt het aannemelijk passief afgetrokken van de waarde van de bestanddelen van activa van de nalatenschap in deze volgorde :

- eerst van de waarde van de bestanddelen van activa bedoeld in artikel 60bis;
- vervolgens van de waarde van de bestanddelen van activa bedoeld in artikel 60ter;
- ten slotte van de waarde van de overige goederen van de nalatenschap.

.../...

Indien de erfgenaam of legataris evenwel bewijst dat sommige schulden speciaal zijn gemaakt om goederen van de nalatenschap te verkrijgen, te verbeteren of te bewaren, worden die schulden afgetrokken van de waarde van die goederen."

2. Artikel 60ter zou beter worden gesteld als volgt :

"Art. 60ter. Wanneer de nalatenschap van de erflater de volle eigendom inhoudt van het gebouw waarin de erflater op de dag van zijn overlijden sedert ten minste vijf jaar zijn hoofdverblijfplaats heeft gehad en dit gebouw verkregen wordt door een erfgenaam in de rechte lijn, door de echtgenoot of de samenwonende, wordt het successierecht dat van toepassing is op de nettowaarde van dit gebouw, in afwijking van tabel I van artikel 48, vastgesteld als volgt :

- op de eerste schijf van 50.000 euro : 2%;
- op de schijf van 50.000 tot 100.000 euro : 5,3%;
- op de schijf van 100.000 tot 175.000 euro : 6%;
- op de schijf van 175.000 tot 250.000 euro : 12%.

Voor de toepassing van deze bepaling wordt het bewijs van het feit dat de erflater zijn hoofdverblijfplaats had in het bedoelde gebouw, behoudens bewijs van het tegendeel, geleverd met een uittreksel uit het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister.

De aanspraak op het voordeeltarief gaat niet verloren wanneer de erflater zijn hoofdverblijfplaats in het bedoelde gebouw niet heeft kunnen behouden wegens overmacht. Onder overmacht wordt inzonderheid verstaan in de onmogelijkheid verkeerde om, uit het oogpunt van zijn lichamelijk of geestelijk welzijn, in de woning te blijven, zelfs niet met behulp van zijn gezin of een gezinshulporganisatie."

.../...

Artikel 12

(ontworpen artikel 66ter)

Aan het slot van de Franse tekst van het artikel dienen de woorden "sur les acquisitions de ces autres biens" vervangen te worden door de woorden "à la transmission de ces autres biens".

Slotopmerking van wetgevingstechnische aard

In de Franse versie van artikel 7 van het voorontwerp van ordonnantie, worden de woorden "openbare instellingen" vertaald door "établissements publics". In het voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten" (34.014/2) worden diezelfde woorden vertaald door "organismes publics" (artikel 11 van het voorontwerp). De terminologie van de Franse versies van de beide voorontwerpen moet eenvormig worden gemaakt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs
de Heren

F. DELPÉRÉE,
J. KIRKPATRICK,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS